



Le Ticket D'or: Comment les Investissements Étrangers Financent le Système Éducatif: Le Cas du Burkina Faso

Porto BAZIE¹ et Alain SIRI²

Mai 2024 /HCD-PBf-TT-001

Messages clés

- Les politiques de libre-échange et celles visant à attirer les capitaux étrangers ont conduit à une amélioration progressive de la collecte des recettes fiscales et à une augmentation du niveau d'ouverture de l'économie nationale.
- L'augmentation des recettes fiscales a entraîné au fil du temps une hausse des allocations budgétaires, notamment dans le secteur de l'éducation.
- Les flux d'investissements directs étrangers améliorent l'éducation au Burkina Faso grâce à la pression fiscale.
- L'application effective de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) est un moyen de stimuler le développement du capital humain au Burkina Faso.

Améliorer l'accès à l'éducation, une question d'actualité ?

Le défi du développement du capital humain reste un sujet intéressant pour les pays en développement, notamment au Burkina Faso, comme le stipulent les objectifs clés des ODD. Les pays ont du mal à atteindre les objectifs d'une éducation inclusive et de qualité



conformément à l'ordonnance n° 59-45 du 6 janvier 1959 relative au droit à la scolarité obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 16 ans, et à étendre cette éducation au niveau tertiaire. Les indicateurs de l'éducation ont connu une baisse. Par exemple, le taux brut de scolarisation a connu une baisse de 2,0 points de pourcentage entre 2019 et 2020, se situant à 47,3 % et 49,3 % en 2020/2021 et en 2019/2020 respectivement. Le taux complet, qui est de 36,7 %, a connu une baisse de 2,3 points de pourcentage par rapport à 2019/2020.

Comment assurer un financement efficace des programmes d'éducation ?

Longtemps laissés à la charge du gouvernement, les principaux obstacles liés à l'accès à l'éducation au Burkina Faso sont les contraintes financières. Ainsi, plusieurs plans et programmes d'éducation restent en suspens notamment les plans d'action et les programmes de développement de l'éducation (Plan d'action 2022 pour accroître l'accès à l'éducation de 60% à 90% au primaire, de 48% au post-primaire, de 50-58% au secondaire, de 16% à 30% ; Plan sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF 2017-2030), dans le cadre des objectifs liés à l'objectif 4 des ODD. La mobilisation fiscale est le principal canal par lequel les IDE ont un impact sur le développement du capital humain au Burkina Faso, parmi d'autres canaux (revenus, productivité et transfert de la technologie).

Source : Chambre des Mines du Burkina Cette note de politique donne un résumé des conclusions de cette étude, qui montre comment le gouvernement du Burkina Faso pourrait tirer plus de profit des entreprises multinationales dans le développement du capital humain.

Quelles sont les mesures à prendre par les décideurs politiques ?

Les flux d'IDE améliorent l'éducation au Burkina Faso grâce à la pression fiscale. Les IDE augmentent le niveau de l'enseignement primaire et secondaire à long terme, et les IDE augmentent le niveau de l'enseignement supérieur à court terme. Cependant, les IDE n'ont pas d'impact direct sur le niveau de l'enseignement secondaire à court terme, mais à long terme, ils réduisent le niveau de l'enseignement secondaire.

- Les décideurs politiques devraient renforcer le contrôle fiscal sur les grandes entreprises qui ont déjà été exonérées du paiement de plusieurs types d'impôts : optimiser les revenus des impôts auxquelles elles sont soumises.
- Promouvoir le développement de la responsabilité sociale des entreprises et les orienter vers le financement de la formation et de l'éducation, notamment aux niveaux secondaire et primaire.
- Renforcer et appliquer rigoureusement les lois relatives à la lutte contre la corruption dans tous les secteurs.



Références

Déclaration mondiale sur l'Éducation pour tous, Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux, Jomtien, Thaïlande, 5-9 mars 1990 », Unesco, Éducation pour tous [en ligne], [réf. du 26 octobre 2004],



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts

basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org